

Convention collective régionale

IDCC : 1625. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**
(BOUCHES-DU-RHÔNE ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

(11 juillet 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-8 bis)

(Etendue par arrêté du 30 octobre 1991,
Journal officiel du 15 novembre 1991)

AVENANT « SALAIRES » DU 8 DÉCEMBRE 2005

NOR : ASET0650329M

IDCC : 1625

Entre :

L'UIMM Provence,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Taux garantis annuels à compter de l'année 2005

Les signataires décident d'instaurer, à compter de l'année 2005, des taux garantis annuels (TGA), applicables à l'ensemble des catégories de personnel fixées dans l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant, et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement, et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre.

Les valeurs du taux garanti annuel seront calculées *pro rata temporis* en cas d'embauchage, de changement de classement, ou en cas d'intérim ouvrant droit à une indemnité mensuelle en application de l'article 45 de la convention collective, intervenus en cours d'année.

1. Barème applicable

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Les entreprises devront adapter ce barème proportionnellement à l'horaire effectif collectif en vigueur, ou à l'horaire effectif du salarié concerné.

2. Assiette de comparaison des taux garantis annuels

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la rémunération afférente à des heures supplémentaires ;
- la prime d'ancienneté prévue par l'article 53 de la convention collective,

ainsi que :

- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats des entreprises ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

3. Règles de vérification

Les employeurs devront vérifier que le montant total des salaires bruts définis ci-dessus aura bien été au moins égal au montant du taux garanti annuel applicable.

Si cette vérification faisait apparaître qu'un salarié n'a pas entièrement bénéficié du taux garanti annuel auquel il a droit au titre de l'année, l'employeur lui en versera le complément en vue d'apurer son compte.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2006

Les rémunérations minimales hiérarchiques serviront de base au calcul de la prime d'ancienneté tel que prévu par l'article 53 de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône.

1. Valeur du point au 1^{er} janvier 2006

A compter du 1^{er} janvier 2006, la valeur du point servant à déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), base de calcul de la prime d'ancienneté, et les accessoires s'y rapportant, telles que définies par

l'accord national du 21 juillet 1975 et les articles 27 et 28 de la convention collective étendue des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône, est fixée à 4,32 € pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

2. Dérogation

Par dérogation au précédent alinéa, les rémunérations minimales hiérarchiques des salariés classés aux positions suivantes sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE HIÉRARCHIQUE base 151,67 heures (en euros)
I	1	140	791,26
	2	145	795,56
	3	155	799,86
II	1	170	804,15
	2 (*)	180	808,44
	3 (*)	190	820,88
(*) Administratifs et techniciens.			

Ces montants forfaitaires incluent expressément la majoration de 5 % prévue dans la convention collective pour les ouvriers.

3. Barème applicable

Les rémunérations minimales hiérarchiques, découlant des points 1 et 2 correspondant à la durée légale de travail, doivent être adaptées à l'horaire réellement effectué et supporter éventuellement les majorations pour heures supplémentaires.

Le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, fixé en fonction de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois, est annexé au présent avenant.

Il tient compte des majorations de 5 % pour les ouvriers et 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par l'article 28 de la convention collective. Les rémunérations minimales hiérarchiques incluent expressément toutes les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Le présent avenant, établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires, sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Marseille, le 8 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels (TGA)

Barème annuel applicable à compter de l'année 2005

(base durée légale de 35 heures)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	14 370	14 370	
	2	145	14 381	14 381	
	3	155	14 392	14 392	
II	1	170	14 414	14 414	
	2	180		14 424	
	3	190	14 503	14 436	
III	1	215	15 180	14 586	15 453
	2	225		15 116	
	3	240	16 911	16 166	17 246
IV	1	255	17 356	16 551	17 724
	2	270	18 389	17 519	
	3	285	19 420	18 507	19 779
V	1	305		19 321	20 662
	2	335		21 214	22 709
	3	365		23 120	24 756
		395		26 790	

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2006

Barème des primes d'ancienneté

(valeur du point : 4,32 € ; base 35 heures)

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
I	1	140	791,26	39,56	79,13	94,95	118,69
	2	145	795,56	39,78	79,56	95,47	119,33
	3	155	799,86	39,99	79,99	95,98	119,98
II	1	170	804,15	40,21	80,41	96,50	120,62
	3	190	861,84	43,09	86,18	103,42	129,28
III	1	215	975,24	48,76	97,52	117,03	146,29
	3	240	1 088,64	54,43	108,86	130,64	163,30
IV	1	255	1 156,68	57,83	115,67	138,80	173,50
	2	270	1 224,72	61,24	122,47	146,97	183,71
	3	285	1 292,76	64,64	129,28	155,13	193,91

Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
I	1	140	791,26	39,56	79,13	94,95	118,69
	2	145	795,56	39,78	79,56	95,47	119,33
	3	155	799,86	39,99	79,99	95,98	119,98
II	1	170	804,15	40,21	80,41	96,50	120,62
	2	180	808,44	40,42	80,84	97,01	121,27
	3	190	820,88	41,04	82,09	98,51	123,13
III	1	215	928,80	46,44	92,88	111,46	139,32
	2	225	972,00	48,60	97,20	116,64	145,80
	3	240	1 036,80	51,84	103,68	124,42	155,52
IV	1	255	1 101,60	55,08	110,16	132,19	165,24
	2	270	1 166,40	58,32	116,64	139,97	174,96
	3	285	1 231,20	61,56	123,12	147,74	184,68
V	1	305	1 317,60	65,88	131,76	158,11	197,64
	2	335	1 447,20	72,36	144,72	173,66	217,08
	3	365	1 576,80	78,84	157,68	189,22	236,52
		395	1 706,40	85,32	170,64	204,77	255,96

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
III	1	215	993,82	49,69	99,38	119,26	149,07
	3	240	1 109,38	55,47	110,94	133,13	166,41
IV	1	255	1 178,71	58,94	117,87	141,45	176,81
	3	285	1 317,38	65,87	131,74	158,09	197,61
V	1	305	1 409,83	70,49	140,98	169,18	211,47
	2	335	1 548,50	77,43	154,85	185,82	232,38
	3	365	1 687,18	84,36	168,72	202,46	253,08
		395	1 825,85	91,29	182,58	219,10	273,88